

« Covid-19 : restructurer plus que reconstruire et préserver »



Marc Humbert,
professeur
émérite
à l'université
Rennes 1 (*),
| PHOTO : OUEST FRANCE

« Après le choc psychologique, moral et matériel provoqué par la pandémie, notre société attend du gouvernement qu'il prenne des mesures pour que nous nous rétablissions pleinement. Pour que nous retrouvions des occupations et une vie ensemble agréable et que, guidés par des projets à réaliser, nous puissions nous mobiliser pour modeler notre avenir commun.

Plus que reconstruire et préserver, ce choc invite à nous réinventer et,

par la suite, à restructurer nos installations et nos fonctionnements. Même si tout reprendre comme avant semble plus facile.

Pourquoi plus que reconstruire ? Parce que le bilan du choc subi ne se lit pas en termes de destructions, de pénuries graves. A la différence des effets d'une guerre, nous ne déplorons pas de destructions matérielles : nos immeubles n'ont pas été atteints, nos infrastructures non plus, nos entreprises sont toujours en état de fonctionner et nos administrations également.

« Une insuffisante préparation pour faire face à la pandémie »

Nous n'avons pas souffert de pénuries alimentaires ou de biens de pré-

mière nécessité, mais ressenti une forte tension, si ce n'est une pénurie de masques, d'équipement et de personnel de santé, dans les hôpitaux, plus encore dans les Ehpad, et pâti d'une insuffisante préparation pour faire face à la pandémie.

Il faut désormais mieux préparer la réponse à ces risques multiples nés de l'évolution de notre modernité : comme le disait voici quarante ans le sociologue allemand Ulrich Beck, nous sommes dans une société du risque, en y incluant la menace pesant sur l'habitabilité de la Terre. Nos concitoyens ont montré en ce domaine - voir les récentes élections municipales - leur aspiration à ce que soient prises les mesures nécessaires. Il ne s'agit pas de reconstruire mais d'inventer, d'innover dans nos manières de fonctionner.

Ce choc nous a également fait

comprendre l'importance de l'autonomie dans de nombreux domaines, industriels nécessaires à la santé ou au numérique, dans l'alimentaire, et l'importance de la qualité des produits, de l'alimentation saine, d'une industrie et d'une agriculture respectueuses de l'environnement et du monde animal. On a perçu aussi la souffrance de l'étroitesse des logements, d'un accès insuffisant aux réseaux numériques. Là encore, il ne s'agit ni de reconstruire ou de préserver, mais de restructurer et d'avancer.

« Inventer plutôt que conserver »

Avancer sur un chemin, guidés par une nouvelle hiérarchie des priorités : la santé, l'alimentation saine, les

transports collectifs, les logements plus spacieux et bien isolés, l'égalité d'accès au numérique. De nouvelles modalités de fonctionnement dans les quartiers, dans l'organisation du travail, de l'enseignement, de la santé. Avec des impacts sur les infrastructures nécessaires à ces fonctionnements réinventés.

Ainsi, choisir avec la Convention citoyenne de prendre le train plutôt que l'avion sur des courtes distances, le vélo au lieu de la voiture, amène, comme mille et un nouveaux choix, à bousculer l'ancien monde.

Toute restructuration présente à la fois un côté nouvelle pratique, et un côté nouvelle offre : certaines entreprises, organisations, administrations devront réduire leur activité, d'autres l'accroître et, simultanément, des emplois vont disparaître ici, d'autres seront à créer là. Cela ne peut se faire

sans une implication collective, un plan de restructuration piloté par notre gouvernement.

Il lui faut soutenir ces restructurations, ne pas reconstruire ou préserver l'existant, mais aider à se restructurer en soutenant d'autres émergences, permettant la naissance du monde nouveau que nous souhaitons. Alors le financement devra être un financement d'avenir et non l'injection à fonds perdu dans des activités du passé comme nous le fîmes pour défendre pied à pied dans les années 1970 la sidérurgie au lieu d'investir massivement dans l'électronique. Autres temps autres priorités, mais, comme hier, il faut privilégier la restructuration inventive à la préservation conservatrice. >>

(*) Vice-président de l'association des convivialistes.